

Jean-Philippe Dunand
Pascal Mahon
(Editeurs)

Commentaire du contrat de travail

Auteurs:

David Aubert, Florence Aubry Girardin, François Bohnet, Aline Bonard, Christian Bruchez, Vincent Carron, Eric Cerottini, Jean-Luc Chenaux, Marie-Gisèle Danthe, Patricia Dietschy, Giuseppe Donatiello, Jean-Philippe Dunand, Anne-Sylvie Dupont, Werner Gloor, Boris Heinzer, Eloi Jeannerat, Guy Longchamp, Pascal Mahon, Sylvain Marchand, Françoise Martin, Nathalie Tissot, Rémy Wyler



Stämpfli Editions

Tables des matières

Avant-propos	V
Auteurs	VII
Liste des abréviations	XXXIII
Bibliographie générale.....	XLVII
Table des messages.....	XLIX

Titre dixième : Du contrat de travail

Chapitre premier : Du contrat individuel de travail

A. Définition et formation

I. Définition

Art. 319	1
I. Généralités	2
II. Éléments caractéristiques du contrat de travail (art. 319 al. 1 CO)	4
III. La qualification du contrat par le juge	9
IV. Le contrat de travail à temps partiel (art. 319 al. 2 CO).....	12
V. Contrats de travail spécifiques	16

II. Formation

Art. 320	23
I. Généralités	25
II. Conclusion et forme du contrat.....	25
III. Restrictions à la liberté contractuelle	30
IV. Conclusion tacite du contrat.....	35
V. Relation de fait en présence d'un contrat nul ou annulable.....	41
VI. Modification du contrat.....	44
VII. Phase précontractuelle	44

B. Obligations du travailleur

I. Travail personnel

Art. 321	46
I. Généralités	46
II. Obligation d'exécuter personnellement sa prestation de travail.....	47
III. Les exceptions au principe de l'exécution personnelle	48

	II. Diligence et fidélité à observer	
	Art. 321a	52
I.	Généralités	54
II.	Obligation de diligence et de fidélité : principes généraux (art. 321a al. 1 CO)	55
III.	Obligation de traiter avec soin le matériel mis à disposition (art. 321a al. 2 CO)	60
IV.	Interdiction du travail rémunéré pour un tiers (art. 321a al. 3 CO)	60
V.	Obligation de garder le secret (art. 321a al. 4 CO).....	63
VI.	Autres cas d'application.....	69
VII.	Sanctions.....	74
	III. Obligation de rendre compte et de restituer	
	Art. 321b	76
I.	Généralités	77
II.	Obligation de rendre compte et de restituer (art. 321b al. 1 CO)	77
III.	Obligation de remettre le produit de l'activité contractuelle (art. 321b al. 2 CO)	79
IV.	Droits de compensation et de rétention du travailleur.....	80
	IV. Heures de travail supplémentaires	
	Art. 321c	83
I.	Généralités	84
II.	Notion d'heures supplémentaires	86
III.	Obligation d'effectuer des heures supplémentaires (art. 321c al. 1 CO)	89
IV.	Compensation des heures supplémentaires (art. 321c al. 2 et 3 CO).....	92
V.	Exercice du droit par le travailleur.....	97
VI.	Coordination avec la LTr (travail supplémentaire)	101
VII.	Régimes applicables aux cadres supérieurs	102
	V. Directives générales et instructions à observer	
	Art. 321d	105
I.	Généralités	106
II.	Droit de l'employeur de donner des directives (art. 321d al. 1 CO)	106
III.	Devoir du travailleur de respecter les directives (art. 321d al. 2 CO)	112
IV.	Principaux cas d'application : tâches et lieu de travail.....	113
V.	Sanctions contre le travailleur qui ne respecte pas les directives	116

	VI. Responsabilité du travailleur	
	Art. 321e	118
I.	Généralités	119
II.	Conditions de la responsabilité (art. 321e al. 1 CO)	121
III.	Mesure de la diligence (art. 321e al. 2 CO)	127
IV.	Calcul des dommages-intérêts (art. 99 al. 3 et 42 ss CO).....	129
V.	Prescription (art. 127 CO).....	133
	C. Obligations de l'employeur	
	I. Salaire	
	1. Nature et montant en général	
	Art. 322	135
I.	Généralités	136
II.	Fixation du salaire.....	138
III.	Salaire en espèces et en nature.....	143
IV.	Salaire brut et salaire net.....	144
	2. Participation au résultat de l'exploitation	
	Art. 322a	146
I.	Généralités	147
II.	Calcul.....	148
III.	Droit de contrôle du travailleur	149
	3. Provision	
	a. Naissance du droit à la provision	
	Art. 322b	152
I.	Généralités	153
II.	Naissance du droit à la provision	154
III.	Extinction du droit à la provision.....	157
	b. Décompte	
	Art. 322c	158
I.	Généralités	159
II.	Décompte	159
III.	Droit de contrôle du travailleur	159
	4. Gratification	
	Art. 322d	161
I.	Généralités	162
II.	Salaire et gratification	164
III.	Critères de distinction	165
IV.	Clause de remboursement	173
V.	Conditions à l'octroi d'une gratification	174

	II. Paiement du salaire	
	1. Délais et terme de paiement	
	Art. 323	176
I.	Généralités	177
II.	Délais et terme de paiement	177
III.	Demeure de l'employeur.....	180
IV.	Prescription.....	181
V.	Avances.....	182
	2. Retenue sur le salaire	
	Art. 323a	183
I.	Généralités	184
II.	Principes	184
III.	Montant.....	185
IV.	But	185
V.	Restitution.....	186
	3. Garantie du salaire	
	Art. 323b	187
I.	Généralités	188
II.	Paiement	188
III.	Décompte.....	190
IV.	Compensation	191
V.	Accords sur l'utilisation du salaire.....	194
	III. Salaire en cas d'empêchement de travailler	
	1. En cas de demeure de l'employeur	
	Art. 324	196
I.	Conditions de la demeure de l'employeur.....	197
II.	Conséquences de la demeure	200
III.	Fin de la demeure.....	203
	2. En cas d'empêchement du travailleur	
	a. Principe	
	Art. 324a	204
I.	Généralités	206
II.	Régime de base	207
III.	Régimes conventionnels	216
	b. Exceptions	
	Art. 324b	227
I.	Généralités	228
II.	Empêchements de travailler couverts par une assurance obligatoire	229
III.	Obligation pour l'employeur de verser des prestations durant le délai d'attente.....	231

IV. Cession et mise en gage de créances	
	Art. 325 232
I.	But et histoire de la règle 232
II.	Nullité de la cession à titre de garantie ou mise en gage de salaires futurs (al. 2) 233
III.	Garantie d'une obligation d'entretien (al. 1)..... 234
V. Travail aux pièces ou à la tâche	
1. Fourniture de travail	
	Art. 326 237
I.	Généralités 238
II.	Obligation de fournir du travail 238
2. Salaire	
	Art. 326a 241
I.	Généralités 241
II.	Taux du salaire..... 242
VI. Instruments de travail, matériaux et frais	
1. Instruments de travail et matériaux	
	Art. 327 243
I.	Généralités 243
II.	Instruments de travail et matériaux 244
2. Frais	
a. En général	
	Art. 327a 246
I.	Généralités 247
II.	Frais 247
III.	Mode de remboursement..... 253
IV.	Interdiction de mettre les frais à la charge du travailleur 255
b. Véhicule à moteur	
	Art. 327b 257
I.	Généralités 258
II.	Conditions d'utilisation du véhicule 258
III.	Frais courants d'usage et d'entretien..... 259
IV.	Autres frais..... 259
V.	Infractions aux règles de la circulation 261
VI.	Domages matériels..... 261

	c. Échéance	
	Art. 327c	263
I.	Généralités	263
II.	Décompte	264
III.	Echéance	264
IV.	Prescription	265
V.	Avances.....	266
	 VII. Protection de la personnalité du travailleur	
	1. En général	
	Art. 328	268
I.	Généralités	270
II.	Protection de la personnalité des travailleurs (art. 328 al. 1 CO).....	273
III.	Protection de la vie, de la santé et de l'intégrité personnelle (art. 328 al. 2 CO)	278
IV.	Principaux cas d'application	281
V.	Voies de droit.....	293
VI.	Responsabilité contractuelle de l'employeur	296
	 2. Communauté domestique	
	Art. 328a	310
I.	Généralités	311
II.	Notion de communauté domestique.....	314
III.	Nourriture et logement (art. 328a al. 1 CO)	314
IV.	Soins et secours médicaux (art. 328a al. 2 et 3 CO).....	315
	 3. Lors du traitement de données personnelles	
	Art. 328b	317
I.	Généralités	318
II.	Traitement de données par l'employeur : marche à suivre.....	322
III.	Principaux cas d'application	329
IV.	Voies de droit.....	350
	 VIII. Congé hebdomadaire, vacances et congé pour les activités de jeunesse et congé de maternité	
	1. Congé	
	Art. 329	356
I.	Généralités	357
II.	Congés hebdomadaires et temps libre quotidien.....	358
III.	Jours fériés	360
IV.	Congés usuels	363

2. Vacances

a. Durée

	Art. 329a	367
I.	Généralités	368
II.	Durée des vacances	370
III.	Impossibilité de bénéficier du droit aux vacances	374

b. Réduction

	Art. 329b	378
I.	Généralités	379
II.	Réduction pendant une année de service complète	381
III.	Réduction pendant une année de service incomplète	387
IV.	Dérogation au régime légal	388

c. Continuité et date

	Art. 329c	390
I.	Généralités	391
II.	Dates des vacances	392
III.	Fixation des vacances par décision unilatérale de l'employeur	396
IV.	Prise de vacances par décision unilatérale du travailleur	399
V.	Déplacement et interruption des vacances	400
VI.	Prescription du droit aux vacances	402

d. Salaire

	Art. 329d	405
I.	Généralités	406
II.	Contenu du salaire afférent aux vacances	407
III.	Inclusion du salaire afférent aux vacances dans le salaire périodique	413
IV.	Solde de vacances à prendre à l'issue des rapports de travail	415
V.	Excédent de vacances prises à l'issue des rapports de travail	418
VI.	Emploi du temps et devoir de fidélité durant les vacances	421

3. Congé pour les activités de jeunesse extra-scolaires

	Art. 329e	423
I.	Généralités	424
II.	Conditions d'octroi et étendue du congé-jeunesse	425
III.	Distinction entre le congé-jeunesse et les vacances	426

4. Congé de maternité

	Art. 329f	428
I.	Généralités	428
II.	Début, durée et fin du congé maternité	429

III.	Rémunération du congé maternité	431
IV.	Autres dispositions applicables au congé maternité.....	432
IX. Autres obligations		
1. Sûreté		
	Art. 330	434
I.	Généralités	435
II.	De la nature et de l'étendue de la sûreté.....	436
III.	Des règles liées à la conservation de la sûreté par l'employeur (alinéa 1)	437
IV.	De la restitution de la sûreté (alinéas 2 et 3)	438
V.	Du cas de la faillite de l'employeur (alinéa 4)	440
2. Certificat		
	Art. 330a	442
I.	Généralités	443
II.	Du moment de l'établissement du certificat de travail (alinéa 1).....	444
III.	De la forme du certificat de travail	445
IV.	Du contenu du certificat de travail (alinéa 1).....	445
V.	De l'attestation de travail (alinéa 2).....	452
VI.	De la responsabilité de l'employeur qui établit un certificat de travail inexact ou trompeur	453
VII.	Des différentes actions à disposition du travailleur.....	453
VIII.	Des références (verbales) données en sus du certificat de travail	456
3. Obligation d'informer		
	Art. 330b	458
I.	Généralités	459
II.	Des conditions du devoir d'information (alinéa 1)	460
III.	De l'étendue du devoir d'information (alinéa 1).....	461
IV.	Du moment de l'information (alinéas 1 et 2)	462
V.	De la sanction en cas de violation du devoir d'information.....	463
D. Prévoyance en faveur du personnel		
I. Obligations de l'employeur		
	Art. 331	466
I.	Généralités à propos des art. 331 à 331f CO.....	469
II.	Les obligations incombant à l'employeur	475
III.	Procédure	481

	II. Début et fin de la prévoyance	
	Art. 331a	483
I.	Généralités	484
II.	Le début de la prévoyance (al. 1, 1 ^{ère} phrase).....	484
III.	La fin de la prévoyance (al. 1, 2 ^e phrase).....	485
IV.	Le maintien de la prévoyance (al. 2 et 3).....	487
V.	Le sort de la prestation libre passage	488
	III. Cession et mise en gage	
	Art. 331b	490
I.	Généralités	490
II.	Les actes interdits.....	491
III.	L'exigibilité des prestations de prévoyance	493
	IV. Réserves pour raisons de santé	
	Art. 331c	494
I.	Généralités	494
II.	L'émission d'une réserve.....	496
III.	La réticence.....	498
	V. Encouragement à la propriété du logement	
	1. Mise en gage	
	2. Versement anticipé	
	3. Limitations en cas de découvert de l'institution de prévoyance	
	Art. 331d, e et f	502
I.	Remarques préliminaires aux art. 331d, 331e et 331f CO	508
II.	L'acquisition d'un logement	509
III.	Les modalités de l'utilisation de l'avoir de prévoyance.....	510
IV.	Les limites à l'exercice du droit.....	514
V.	L'influence de la situation familiale	516
VI.	Le traitement fiscal de l'encouragement à la propriété du logement	518
VII.	L'aliénation du logement acquis au moyen de la prévoyance professionnelle	519
	E. Droit sur des inventions et des designs	
	Art. 332	521
I.	Généralités	523
II.	Incidences de la typologie des inventions/designs concernés par l'art. 332 CO sur l'appartenance du droit au brevet	525
III.	Classification des inventions/designs de travailleurs	526

F. Transfert des rapports de travail

1. Effets

	Art. 333	531
I.	Généralités	534
II.	Notions d'entreprise et de transfert d'entreprise	537
III.	Transfert automatique des rapports de travail – maintien des droits	542
IV.	Opposition du travailleur	544
V.	Convention collective de travail	546
VI.	Responsabilité solidaire	546
VII.	Transfert individuel du travailleur	548
VIII.	Résiliation des rapports de travail et sanctions	549

2. Consultation de la représentation des travailleurs

	Art. 333a	551
I.	Généralités	552
II.	Information	552
III.	Consultation	553
IV.	Particularités de la LFus.....	554
V.	Sanctions	555

G. Fin des rapports de travail

I. Contrat de durée déterminée

	Art. 334	556
I.	Généralités	557
II.	Le contrat de durée déterminée (art. 334 al. 1 CO).....	557
III.	La reconduction du contrat de durée déterminée (art. 334 al. 2 CO)	566
IV.	Les contrats de durée déterminée de plus de dix ans (art. 334 al. 3 CO)	571

II. Contrat de durée indéterminée

1. Congé en général

	Art. 335	573
I.	Généralités	574
II.	Résiliation unilatérale	575
III.	L'accord de résiliation	582
IV.	Congé-modification	583
V.	Libération de l'obligation de travailler pendant le délai de congé	585
VI.	Motivation du congé (al. 2).....	589

	2. Délais de congé	
	a. En général	
	Art. 335a	591
I.	Principe de parité	591
II.	Exception de l'alinéa 2.....	594
	b. Pendant le temps d'essai	
	Art. 335b	596
I.	Généralités sur le temps d'essai	597
II.	Durée du temps d'essai	598
III.	Effets du temps d'essai	604
IV.	Contrat de durée déterminée	606
	c. Après le temps d'essai	
	Art. 335c	608
I.	Généralités	609
II.	Délais et termes légaux	610
III.	Délais et termes contractuels.....	610
IV.	Inobservation des délais	612
V.	Résiliation avant l'entrée en service	613
	II^{bis}. Licenciement collectif	
	1. Définition	
	Art. 335d	615
I.	Généralités relatives aux dispositions sur le licenciement collectif (art. 335d à 335g CO)	616
II.	La notion légale du licenciement collectif (art. 335d CO)	619
	2. Champ d'application	
	Art. 335e	625
I.	Généralités	625
II.	Contrats de durée déterminée (al. 1)	625
III.	Cessation d'activité intervenue sur ordre du juge (al. 2).....	626
	3. Consultation de la représentation des travailleurs	
	Art. 335f	628
I.	Généralités	629
II.	L'obligation de consulter (al. 1 à 3)	629
III.	Obligation d'informer l'office cantonal du travail (al. 4).....	647
	4. Procédure	
	Art. 335g	648
I.	Généralités	649
II.	L'intervention de l'office cantonal du travail (al. 1 à 3)	649

III.	Échéance des rapports de travail en cas de licenciement collectif (al. 4).....	651
III. Protection contre les congés		
1. Résiliation abusive		
a. Principe		
	Art. 336	653
I.	Généralités	656
II.	Notion de congé abusif	658
III.	Cas de résiliation abusive expressément prévus dans la loi (art. 336 al. 1 et 2 CO)	662
IV.	Cas de résiliation abusive consacrés par la jurisprudence.....	679
V.	Motifs légitimes de licenciement	683
b. Sanction		
	Art. 336a	687
I.	Généralités	688
II.	Nature de l'indemnité (art. 336a al. 1 CO).....	689
III.	Montant de l'indemnité (art. 336a al. 2 et 3 CO)	690
IV.	Autres prétentions découlant du congé	697
V.	Dommages-intérêts dus à un autre titre (art. 336a al. 2 in fine CO)	699
c. Procédure		
	Art. 336b	700
I.	Généralités	701
II.	Opposition au congé par écrit (art. 336b al. 1 CO)	702
III.	Action en justice (art. 336b al. 2 CO)	707
2. Résiliation en temps inopportun		
a. Par l'employeur		
	Art. 336c	711
I.	Généralités	713
II.	Champ d'application	716
III.	Périodes de protection (al. 1)	719
IV.	Conséquences.....	725
b. Par le travailleur		
	Art. 336d	727
I.	Généralités	727
II.	Contenu.....	728

IV. Résiliation immédiate**1. Conditions****a. Justes motifs**

Art. 337	729
-----------------------	-----

I. Généralités	733
II. Justes motifs.....	741
III. Problèmes particuliers.....	761
IV. Conditions liées à l'exercice	766
V. Effets.....	770
VI. Caractère de la norme	771

b. Insolvabilité de l'employeur

Art. 337a	772
------------------------	-----

I. Généralités	773
II. La protection des créances du travailleur selon le CO	774
III. La protection des créances du travailleur selon la LP	775
IV. La protection des créances du travailleur selon la LACI	777

2. Conséquences**a. Résiliation justifiée**

Art. 337b	779
------------------------	-----

I. Généralités	780
II. Prétentions de l'employeur	781
III. Prétentions du travailleur	782
IV. Les autres cas (art. 337b al. 2 CO)	783
V. Caractère de la norme	784

b. Résiliation injustifiée

Art. 337c	785
------------------------	-----

I. Généralités	787
II. Dommages-intérêts	790
III. Imputations	794
IV. Pénalité	795
V. Autres dommages	797
VI. Caractère de la norme	798

c. Non-entrée en service ou abandon injustifié de l'emploi

Art. 337d	799
------------------------	-----

I. Généralités	800
II. Dommages-intérêts et réparation	804
III. Sanctions.....	806
IV. Droit comparé	806
V. Caractère de la norme	807

	V. Décès du travailleur ou de l'employeur	
	1. Décès du travailleur	
	Art. 338	808
I.	Généralités	809
II.	Effets du décès du travailleur sur le contrat	809
	2. Décès de l'employeur	
	Art. 338a	811
I.	Généralités	811
II.	Effets du décès de l'employeur sur le contrat	812
	VI. Conséquences de la fin du contrat	
	1. Exigibilité des créances	
	Art. 339	814
	2. Restitution	
	Art. 339a	818
	3. Indemnité à raison de longs rapports de travail	
	a. Conditions	
	Art. 339b	821
	b. Montant et échéance	
	Art. 339c	824
	c. Prestations de remplacement	
	Art. 339d	827
	VII. Prohibition de faire concurrence	
	1. Conditions	
	Art. 340	829
I.	Généralités	831
II.	Champ d'application	833
III.	Contenu de la clause d'interdiction de concurrence	834
IV.	Conditions de validité	835
	2. Limitations	
	Art. 340a	841
I.	Généralités	842
II.	Limitations à la prohibition de faire concurrence (al. 1)	843
III.	Réduction par le juge (al. 2)	845

	3. Conséquences des contraventions	
	Art. 340b	849
I.	Généralités	850
II.	Conséquences des contraventions	851
	4. Fin	
	Art. 340c	859
I.	Généralités	860
II.	Motifs mettant fin à la prohibition	861
	H. Impossibilité de renoncer et prescription	
	Art. 341	867
I.	Généralités	868
II.	Impossibilité de renoncer aux créances impératives découlant de la loi ou d'une convention collective durant les rapports de travail ou le mois suivant leur terme (al. 1)	869
III.	Prescription des créances découlant du contrat de travail (al. 2)	877
	I. Réserve en faveur du droit public ; ses effets de droit civil	
	Art. 342	880
I.	Généralités	881
II.	Deux réserves en faveur du droit public (al. 1 ^{er})	883
III.	Justiciabilité civile du droit de protection des travailleurs (al. 2)	891
	K. Procédure civile	
	Art. 343	896
I.	Généralités	902
II.	Champ d'application	903
III.	La compétence à raison du lieu (art. 34 et 35 al. 1 let. d CPC)	906
IV.	La procédure applicable	909
V.	Les règles spéciales régissant les frais (art. 113 et 114 CPC)	912
VI.	La maxime inquisitoire sociale (art. 247 CPC)	915
	Chapitre II : Des contrats individuels de travail de caractère spécial	
	A. Du contrat d'apprentissage	
	I. Définition et formation	
	1. Définition	
	Art. 344	917
I.	Des règles applicables aux apprentis	918
II.	Du contrat d'apprentissage	921

	2. Formation et objet	
	Art. 344a	927
I.	Généralités	928
II.	De l'exigence de la forme écrite	929
III.	Des conséquences de l'absence de la forme écrite.....	932
IV.	Des règles particulières sur la période d'essai (alinéas 3 et 4).....	934
V.	De la validité de clauses contractuelles relatives à l'emploi de l'apprenti à l'issue de sa formation (alinéa 6) ?	935
	II. Effets	
	1. Obligations spéciales de la personne en formation et de son représentant légal	
	Art. 345	936
I.	Généralités	936
II.	Des obligations spéciales de l'apprenti.....	938
III.	Des obligations des tiers	939
	2. Obligations spéciales de l'employeur	
	Art. 345a	941
I.	Généralités	942
II.	Des diverses obligations spéciales de l'employeur	943
	III. Fin du contrat	
	1. Résiliation anticipée	
	Art. 346	949
I.	Généralités	950
II.	De la résiliation pendant la période d'essai (alinéa 1).....	951
III.	De la possibilité de procéder à une résiliation ordinaire ?.....	951
IV.	De la résiliation d'un commun accord	952
V.	De la résiliation avec effet immédiat (alinéa 2)	952
	2. Certificat d'apprentissage	
	Art. 346a	960
I.	Généralités	960
II.	Du certificat de travail de l'apprenti	961
	B. Du contrat d'engagement des voyageurs de commerce	
	I. Définition et formation	
	1. Définition	
	Art. 347	964
I.	Des règles applicables aux voyageurs de commerce.....	965
II.	Du contrat d'engagement des voyageurs de commerce	968
III.	Des parties au contrat.....	974

	2. Formation et objet	
	Art. 347a	975
I.	Généralités	976
II.	Des clauses devant revêtir la forme écrite (alinéa 1).....	977
III.	Des clauses orales et/ou tacites (alinéa 3)	979
IV.	De la sanction de la violation d'une règle de forme (alinéa 2).....	979
	II. Obligations et pouvoirs du voyageur de commerce	
	1. Obligations spéciales	
	Art. 348	981
I.	Généralités	982
II.	Des obligations spéciales des voyageurs.....	984
	2. Ducroire	
	Art. 348a	989
I.	Généralités	990
II.	Du principe : l'interdiction de garantie par le voyageur.....	991
III.	Des exceptions	991
	3. Pouvoirs	
	Art. 348b	996
I.	Généralités	997
II.	Des pouvoirs particuliers des voyageurs de commerce.....	997
III.	De la modification des pouvoirs du voyageur.....	1001
IV.	Sanction en cas de dépassement.....	1002
	III. Obligations spéciales de l'employeur	
	1. Rayon d'activité	
	Art. 349	1004
I.	Du rayon d'activité	1005
II.	De la modification ultérieure du rayon	1007
III.	Des autres obligations de l'employeur (renvoi)	1010
	2. Salaire	
	a. En général	
	Art. 349a	1011
I.	Généralités	1012
II.	Du salaire fixe (alinéa 1).....	1013
III.	Du salaire variable (alinéas 1 et 2).....	1014
IV.	Des autres éléments de rémunération.....	1018
	b. Provision	
	Art. 349b	1020
I.	Généralités	1021

II.	De l'étendue des provisions (alinéas 1 et 2).....	1023
III.	De l'exigibilité des provisions (alinéa 3)	1025
c. Empêchement de voyager		
	Art. 349c	1027
I.	De l'empêchement de voyager.....	1028
II.	Du droit au salaire en cas d'empêchement de voyager (alinéas 1 et 2).....	1029
III.	De la modification de l'activité du voyageur (alinéa 3).....	1031
3. Frais		
	Art. 349d	1034
I.	Des frais professionnels	1034
II.	Du cas particulier de la pluralité d'employeurs (alinéa 1)	1037
III.	Du paiement ou du remboursement des frais (alinéa 2).....	1038
IV.	Des outils de travail	1039
4. Droit de rétention		
	Art. 349e	1041
I.	Généralités	1042
II.	Du droit de rétention du voyageur de commerce	1042
IV. Fin du contrat		
1. Cas spécial de résiliation		
	Art. 350	1045
I.	Généralités	1046
II.	Du cas particulier des voyageurs de commerce saisonniers.....	1046
2. Conséquences spéciales		
	Art. 350a	1049
I.	Du droit aux provisions à la fin du contrat (alinéa 1).....	1050
II.	Du devoir de restitution (alinéa 2)	1052
C. Du contrat de travail à domicile		
I. Définition et formation		
1. Définition		
	Art. 351	1055
I.	Des règles applicables aux travailleurs à domicile.....	1056
II.	Du contrat de travail à domicile	1059
III.	Des parties au contrat.....	1064

	2. Communication des conditions de travail	
	Art. 351a	1066
I.	Généralités	1067
II.	De l'obligation de communication des conditions de travail (alinéa 1)	1068
III.	Des conséquences de l'absence de communication (alinéa 2)	1071
IV.	Des autres conditions de travail	1072
	II. Obligations spéciales du travailleur	
	1. Exécution du travail	
	Art. 352	1073
I.	Généralités	1074
II.	Des obligations spéciales liées à l'exécution du travail (alinéa 1)	1074
III.	Des obligations du travailleur en cas d'exécution défectueuse (alinéa 2)	1076
	2. Matériel et instruments de travail	
	Art. 352a	1079
I.	Généralités	1080
II.	Des obligations spéciales liées au matériel confié (alinéas 1 et 2)	1081
III.	Des obligations du travailleur en cas de détérioration du matériel remis au travailleur à domicile (alinéa 3)	1084
	III. Obligations spéciales de l'employeur	
	1. Acceptation du produit du travail	
	Art. 353	1086
I.	Généralités	1086
II.	Des règles spéciales applicables à l'employeur (alinéa 1)	1087
III.	Des effets de l'absence d'annonce de défaut (alinéa 2)	1089
	2. Salaire	
	a. Paiement	
	Art. 353a	1091
I.	Généralités	1092
II.	Du paiement du salaire (alinéa 1)	1094
III.	De l'obligation de remettre un décompte de salaire (alinéa 2)	1095
	b. En cas d'empêchement de travailler	
	Art. 353b	1097
I.	Généralités	1098
II.	Du droit au paiement du salaire en cas de demeure de l'employeur (alinéa 1)	1098
III.	Du droit au paiement du salaire en cas d'empêchement de travailler (alinéa 1)	1100
IV.	Du droit au salaire dans les autres cas (alinéa 2)	1101

	IV. Fin	
	Art. 354	1103
I.	Généralités	1103
II.	Du temps d'essai (alinéa 1).....	1104
III.	De la durée du contrat (alinéa 2).....	1105
	D. Applicabilité des dispositions générales	
	Art. 355	1110
I.	De l'application des dispositions générales aux contrats spéciaux	1110
II.	De l'application des dispositions spéciales aux contrats de travail ordinaires	1111
	Chapitre III : De la convention collective de travail et du contrat-type de travail	
	A. De la convention collective de travail	
	I. Définition, objet, forme et durée	
	1. Définition et objet	
	Art. 356	1113
I.	Introduction aux art. 356 à 358 CO.....	1116
II.	Généralités relatives à l'art. 356 CO	1126
III.	Parties à la convention collective de travail.....	1127
IV.	Contenu de la convention collective de travail	1132
V.	Champ d'application de la convention collective de travail.....	1144
VI.	Situation en cas de pluralité de parties (al. 4)	1156
	2. Liberté de s'affilier à une organisation et d'exercer la profession	
	Art. 356a	1157
I.	Généralités	1158
II.	Protection de la liberté syndicale négative (al. 1)	1159
III.	Protection de la liberté économique des travailleurs (al. 2 et 3).....	1160
	3. Soumission à la convention	
	Art. 356b	1162
I.	Généralités	1163
II.	La soumission (al. 1).....	1164
III.	Les modalités de la soumission (al. 2)	1167
IV.	La contrainte de soumission (al. 3)	1171
	4. Forme et durée	
	Art. 356c	1174
I.	Généralités	1175
II.	Prescription de forme (al. 1)	1175

III.	Durée de la convention collective et de la soumission individuelle (al. 2).....	1178
II. Effets		
1. A l'égard des employeurs et travailleurs liés par la convention		
	Art. 357	1181
I.	Généralités	1182
II.	L'effet normatif de la convention collective	1182
III.	Le principe de la clause la plus favorable (art. 357 al. 2, 2 ^e phr. CO)....	1186
2. A l'égard des parties		
	Art. 357a	1189
I.	Généralités	1190
II.	Le devoir d'intervention (al. 1).....	1191
III.	La paix du travail	1196
IV.	Questions procédurales	1203
3. Exécution commune		
	Art. 357b	1204
I.	Généralités	1206
II.	La « communauté conventionnelle » : les rapports de société entre les parties contractantes (al. 3)	1209
III.	L'exécution commune à l'égard des employeurs et travailleurs liés (al. 1 et 2)	1213
III. Rapport avec le droit impératif		
	Art. 358	1231
I.	Généralités	1232
II.	La convention collective dans la hiérarchie des normes	1232
B. Du contrat-type de travail		
I. Définition et objet		
	Art. 359	1239
I.	Généralités	1240
II.	Définition et objet des contrats-types de travail (al. 1)	1242
III.	Contrats-types pour le travail agricole et le service domestique (al. 2).....	1245
IV.	Conflit avec une norme légale ou contractuelle (al. 3).....	1247
II. Autorités compétentes et procédure		
	Art. 359a	1250
I.	Généralités	1251
II.	Autorités d'adoption des contrats-types (al. 1)	1251
III.	Procédure de consultation (al. 2).....	1253

IV.	Publication et entrée en vigueur (al. 3)	1254
V.	Abrogation et modification (al. 4).....	1255
III. Effets		
	Art. 360	1256
I.	Généralités	1256
II.	Applicabilité des contrats-types (al. 1).....	1258
III.	Réserve de la forme écrite (al. 2)	1263
IV. Salaires minimaux		
1. Conditions		
	Art. 360a	1265
I.	Généralités	1267
II.	Conditions et objet du contrat-type impératif (al. 1).....	1269
III.	Prise en compte des intérêts publics et privés opposés (al. 2).....	1275
2. Commissions tripartites		
	Art. 360b	1276
I.	Généralités	1277
II.	Création et composition de la commission tripartite (al. 1 et 2).....	1278
III.	Tâches de la commission tripartite (al. 3 et 4)	1280
IV.	Pouvoirs d'investigation de la commission tripartite (al. 5 et 6).....	1283
3. Secret de fonction		
	Art. 360c	1285
I.	Généralités	1285
II.	Le secret de fonction de membres de la commission	1286
4. Effets		
	Art. 360d	1287
I.	Généralités	1287
II.	Applicabilité du contrat-type impératif (al. 1).....	1288
III.	Nature relativement impérative du contrat-type (al. 2)	1290
5. Qualité pour agir des associations		
	Art. 360e	1291
I.	Généralités	1291
II.	Le droit d'action de l'association	1292
III.	Excursus : autres sanctions en cas de violation du contrat-type.....	1294
6. Communication		
	Art. 360f	1296
I.	Communications au SECO des contrats-types impératifs adoptés.....	1296
II.	Autres communications et informations du SECO	1296

Chapitre IV : Dispositions impératives

A. Dispositions auxquelles il ne peut être dérogé ni au détriment de l'employeur ni à celui du travailleur

B. Dispositions auxquelles il ne peut pas être dérogé au détriment du travailleur

	Art. 361 et 362	1298
I.	Origine et but des deux normes.....	1305
II.	Dispositions absolument impératives (art. 361 CO)	1306
III.	Dispositions partiellement impératives (art. 362 CO).....	1312
	Index	1317